



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

**Arrêté préfectoral n° 14 / DREAL / 2014**  
**Portant décision d'examen au cas par cas en application de**  
**l'article R.122-17 du code de l'environnement**

*Élaboration de l'étude du zonage d'assainissement des eaux usées domestiques*  
*Commune de Le Fouilloux (17)*

**LA PRÉFÈTE DE LA CHARENTE-MARITIME,**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains plans, schémas, programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-10 ;

**Vu** l'arrêté modificatif de la Préfète du département de la Charente-Maritime n°13-225 en date du 06 février 2013 portant délégation de signature à Madame Anne-Emmanuelle OUVRARD, Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas déposée par la commune de Le Fouilloux (17270), représentée par le Maire, Monsieur Pascal BOOR, et relative à l'élaboration de l'étude du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Le Fouilloux reçue le 3 décembre 2013 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé réputé sans observation le 3 janvier 2014 ;

**Considérant** que le dossier de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale (description satisfaisante des principales caractéristiques du plan, de la valeur et de vulnérabilité de la zone d'être susceptible d'être touchée par ce plan ainsi que des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine) ;

**Considérant** que la délimitation du zonage d'assainissement appliquée à l'ensemble du territoire communal concerne l'assainissement non-collectif, en cohérence avec la disposition [B6] du SDAGE Adour Garonne [2010/2015], qu'en l'état actuel 355 habitations sont concernées par ce type d'équipement ;

**Considérant** que ces différents modes d'équipement d'assainissement non-collectif feront l'objet d'une technique appropriée en fonction de la nature du sol et du contexte d'implantation sur chaque secteur concerné, dans le respect de l'environnement et de la santé publique ;

**Considérant** que le territoire de la commune de Le Fouilloux comprend pour partie le site Natura 2000 FR5402010 "*Vallée du Lary et du Palais*" désigné zone spéciale de conservation [ZSC] ;

**Considérant** que la commune est traversée par les ruisseaux, "*La Cluzenne*" qui s'écoule selon un axe Est-Ouest et qui se jette dans la rivière "*le Palais*", et ses affluents "*Le Lavillon*" au centre de la commune et "*Le Loirat*" plus au Sud ;

**Considérant** que la préservation des qualités physiques et chimiques des cours d'eau revêt un intérêt majeur pour la protection du site Natura 2000 "*Vallée du Lary et du Palais*" qui intègre la rivière "*le Palais*" traversant la limite du territoire communal selon un axe Nord Sud ;

**Considérant** la réglementation garantissant le contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif sur l'ensemble d'un territoire communal, en vertu de l'arrêté du 27 avril 2012, dans l'objectif de maintenir une conformité des installations et d'informer le public sur les conditions de réhabilitation des équipements vieillissants ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, **le projet d'étude du projet de zonage d'assainissement de la commune de Le Fouilloux n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement** au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

#### ARRÊTE :

##### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section cinq du chapitre Ier du titre II du livre premier du Code de l'urbanisme, **le projet d'élaboration de l'étude du zonage d'assainissement la commune de Le Fouilloux, n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

##### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.121-14 du Code de l'urbanisme, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

##### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à POITIERS, le 24 janvier 2014

Pour la Préfète et par délégation,

La Directrice Régionale Adjointe

Marie-Françoise BAZERQUE

#### Voies et délais de recours

##### 1- Décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à :

Madame la Préfète du département de la Charente-Maritime  
Préfecture de la Charente-Maritime  
38, rue Réaumur  
17000 La Rochelle

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

##### 2- Décision dispensant le projet d'évaluation environnementale:

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète du département de la Charente-Maritime  
Préfecture de la Charente-Maritime  
38, rue Réaumur  
17000 La Rochelle

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
86000 POITIERS